

Dans les hôpitaux dévastés de Gaza, les patients pouvant être sauvés doivent faire face à une « mort lente et silencieuse »

## Description

*Se vider lentement de son sang à cause des éclats d'obus. Mourir de maladies que les médecins n'ont pas le temps de soigner. Devenir aveugle en attendant l'évacuation sanitaire à l'étranger. C'est ce que vivent les nombreuses victimes de la guerre israélienne contre le système de santé de Gaza.*

Par Mahmoud Mushtaha, le 3 avril 2025

Ces derniers jours, des détails sont apparus sur un massacre israélien particulièrement horrible visant des équipes médicales palestiniennes dans le sud de Gaza. Le 23 mars, une équipe de membres du Croissant-Rouge et de la Défense Civile a été envoyée en mission pour secourir des collégues qui avaient été pris pour cible plus tôt dans la journée dans le gouvernorat de Rafah. Au bout d'un moment, le contact avec l'équipe ayant été perdu, ils ont été considérés morts.

Ce n'est que quelques jours plus tard, lorsque des équipes conjointes du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Croissant-Rouge et de la Défense Civile ont obtenu accès au site et exhumé la zone que toute horreur a été révélée : mains et pieds attachés, signes d'excitation à bout portant, et corps mutilés au point de ne plus être identifiables. Ils n'ont pas été victimes de balles perdues. Les forces israéliennes les ont exécutés de sang-froid avant d'utiliser un bulldozer pour enterrer leurs véhicules écrasés par-dessus les corps.

« Nous déterrions des corps en uniforme, portant des gants », déclare dans un communiqué Jonathan Whitstall de l'OCHA après que la fosse commune ait été découverte à Tel Al-Sultan. « L'un d'entre eux a été déshabillé, un autre a été décapité », explique Mahmoud Basal, un porte-parole de la Défense Civile.

Selon le bureau des médias de Gaza, l'armée israélienne a tué 1 402 membres du personnel médical depuis le 7 octobre, ce qui en fait l'une des campagnes les plus meurtrières contre les agents de santé de l'histoire moderne. Le ciblage du personnel médical inscrit dans le cadre d'une attaque plus large contre les infrastructures de santé de Gaza : 34 hôpitaux ont été détruits ou mis hors service ; 240 centres et infrastructures de santé et 142 ambulances ont également été pris pour cibles. On estime que la somme totale de dommages causés au secteur de la santé dépasse les 3 milliards de dollars, ce qui le rend totalement incapable de répondre aux besoins urgents d'une population assiégée et soumise à des bombardements.

Pendant la guerre, les forces israéliennes ont également pris d'assaut de nombreuses infrastructures médicales pour les convertir en avant-poste militaire, comme cela a documenté une enquête récente de Human Rights Watch. Les principaux hôpitaux, dont Al-Shifa et Nasser, ont non seulement été pris d'assaut, mais ils ont également été occupés, mettant en danger

les patient.es et le personnel, entraînant la mort de patient.es qui ont dû quitter de force l'hôpital ou n'ont plus eu accès à leur traitement.

Ces exactions, ajoutées à un blocus généralisé ainsi qu'à la privation de matériel indispensable, témoignent d'une stratégie délibérée de démanteler le système de santé de Gaza à une stratégie qui s'ajoute à de nombreux crimes contre l'humanité, parmi lesquels l'extermination et les actes de génocide.

Lors du récent cessez-le-feu, les infrastructures médicales de Gaza se sont retrouvées au bord de l'effondrement, handicapées par les conséquences de 15 mois d'intensifs bombardements israéliens. Mais avec la reprise de la campagne militaire israélienne et un blocus complet sur la bande de Gaza, les hôpitaux palestiniens de la bande de Gaza ont déclaré que le système de santé dévasté est maintenant entré dans un état de « mort clinique ».

Dr. Mohammed Zaqout, directeur général des hôpitaux mobiles du Ministère de la Santé, alerte que la guerre en cours aggrave ce qu'il a appelé « une crise humanitaire déjà insupportable ». Il a souligné que la fermeture des points de passage aux frontières par les forces israéliennes avait empêché l'entrée de médicaments, de matériel médical et de carburant dont ils ont désespérément besoin.

Les scènes à l'intérieur des hôpitaux de Gaza ne ressemblent plus à des installations médicales. Les patient.es sont éparpillés sur le sol, leurs plaies ne sont pas traitées. Certains s'étouffent alors que l'oxygène s'épuise; d'autres attendent en silence un soulagement qui ne viendra jamais. Il s'agit d'un système de santé non seulement en état de siège, mais aussi délibérément démantelé.

« Nos hôpitaux sont submergés et nous manquons de tout », déclare Zaqout. « Nous ne parlons plus seulement de pénuries à nous parlons d'épuisement total des stocks. »

## « Nous utilisons nos mains nues et nos lampes torches à cause est médiéval »

Ce qui servait autrefois de réseau vital d'hôpitaux, de cliniques et de parcours de soins à Gaza a été réduit à un paysage désolé de tentes éparpillées, d'abris surpeuplés et de services de fortune. Ceux-ci sont souvent dépourvus d'électricité, d'eau potable ou de fournitures médicales de base. Les médecins restant, assiégés et pris pour cible avec leurs patient.es, travaillent bien au-delà de ce qui est humainement faisable, ne fonctionnant qu'avec de la gaze et de la détermination.

Pourtant, les équipes médicales continuent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider leurs patient.es. « Nous n'avons pas le luxe de nous reposer », a déclaré le Dr. Ahmed Khalil (un pseudonyme), un médecin qui a passé les derniers 540 jours à se déplacer d'un hôpital bombardé à un autre. « Nous soignons les patient.es même le sol, sans électricité, sans anesthésie. Nous utilisons nos mains nues et nos lampes torches à cause est médiéval ».

En mars 2024, pour la deuxième fois, les forces israéliennes ont encerclé et assiégé l'hôpital Al-Shifa dans la ville de Gaza à le plus grand centre médical de l'enclave à

coupant l'accès à la nourriture, au carburant et aux fournitures médicales. Pendant ces jours, Khalil a regardé se transformer un centre de soins animé en une cible militaire. « Nous étions encerclés par des chars et des drones qui bourdonnaient au-dessus de nos têtes, sans électricité et sans nourriture. Nous opérons à la lumière des téléphones portables », se souvient-il.

« Lorsque les machines à oxygène ont commencé à tomber en panne et que les moniteurs cardiaques se sont éteints, je savais que nous n'étions plus dans un hôpital », déclare Amna, +972 une infirmière de 32 ans qui travaille à Al-Shifa depuis environ 10 ans. « Nous étions à l'intérieur d'un charnier en cours. »

Amna a vécu d'autres guerres et d'autres sièges, mais ce qui s'est passé ce mois-là, a-t-elle dit, était différent de tout ce qui avait existé auparavant. « Il y en avait trop », se souvient-elle. « Nous avons dû faire des choix impossibles : qui traiter en premier, qui nous pourrions essayer de sauver, et qui nous avons dû laisser partir. Beaucoup sont morts non pas parce que leurs blessures étaient trop graves, mais parce qu'il n'y avait pas de machines, pas d'espace, pas de mains pour aider. »

Lorsque les forces israéliennes ont envahi Al-Shifa, Khalil et ainsi que des patients, du personnel et des civils déplacés ont été contraints d'évacuer sous les coups de feu. Il a pris un chemin vers le sud qui menait dans des quartiers détruits avec des abris surpeuplés, jusqu'à ce qu'il atteigne l'hôpital Nasser à Khan Younis, l'un des derniers centres médicaux de Gaza qui fonctionnaient encore un peu. Mais même là, les conditions étaient cauchemardesques.

« Les gens se vidaient de leur sang dans les couloirs », dit-il. « Il n'y avait pas de morphine. Pas d'antibiotiques. Parfois, pas même de gaze. » Les équipes médicales n'ont pas pu sauver de nombreuses personnes blessées qui attendaient d'être admises dans des unités de soins intensifs. « J'ai vu des patients et des enfants, des personnes âgées mourir en attendant de l'aide qui n'est jamais venue. »

Un souvenir hante encore le Dr. Khalil : un jeune homme d'une vingtaine d'années, avec des éclats d'obus à l'abdomen, transporté à l'hôpital par sa famille sur un morceau de contreplaqué. « Nous n'avions pas d'imagerie, pas de salle d'opération, pas de soulagement de la douleur. Il est mort dans l'heure non pas parce que nous ne savions pas comment le sauver, mais parce que nous n'avions rien pour le sauver. »

Les conditions auxquelles Khalil et ses collègues ont fait face seraient inimaginables dans tout autre contexte. « Nous avons opéré 48 heures sans sommeil », raconte-t-il. « Nous ne mangions pas : il n'y avait pas de nourriture. Parfois, nous avons travaillé des journées entières sans goutte d'eau propre. Nous travaillions pendant que nos propres familles étaient déplacées ou enterrées. Parfois, nous avons soigné des patients sachant qu'il n'y avait aucune chance, mais nous avons quand même essayé. Parce que nous devons le faire. »

Les bombes tombent à proximité alors que des interventions chirurgicales sont en cours ; les tourbillons de drones et les cris des blessés résonnent à travers des couloirs sombres. « Nous ne nous contentons pas de traiter le traumatisme : nous le vivons », a ajouté Khalil. « Nous sommes des blessés qui soignent des blessés. Mais nous refusons de laisser notre peuple mourir seul. »

## «Personne n'a le temps pour quelqu'un qui ne saigne pas»

Selon le Ministère de la Santé de Gaza, plus de 50 000 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre. Pourtant, ces chiffres ne montrent pas toute l'ampleur de la crise : de nombreux décès auraient pu être évités si le système de santé de Gaza n'avait pas été démantelé pièce par pièce.

Le 2 mars 2025, Haithm Hasan Hajaj, un ingénieur civil de 41 ans et père de trois enfants, est mort dans le nord de Gaza après des mois d'une maladie curable à l'époque. Un des nombreux décès silencieux dans un système de santé détruit, où les besoins médicaux deviennent des demandes impossibles.

Sa femme, Mona, ne peut toujours pas l'accepter. « Il n'a pas été tué lors d'une frappe aérienne. Il est mort lentement, silencieusement, parce que personne ne pouvait l'aider », déclare en retenant ses larmes la jeune femme de 37 ans née en 1972. « Nous avons cherché de l'aide pendant neuf mois. Nous avons supplié pour avoir un diagnostic, un traitement, n'importe quoi. Mais il n'y avait rien. »

Les symptômes de Hajaj ont commencé en juillet 2024 : une douleur soudaine à l'estomac, de la fatigue et une anémie inexplicable. « Au début, nous pensions que c'était le stress de la guerre et la famine », explique Mona. Mais au bout de quelques semaines, il ne pouvait presque plus tenir debout. Nous sommes allés dans tous les hôpitaux, mais ils étaient tous submergés. Ils nous ont dit : « Nous ne traitons que les blessures de guerre. » Personne n'a le temps pour quelqu'un qui ne saigne pas ».

Piégés dans le nord, ils n'avaient pas accès à des spécialistes ou à des laboratoires en état de fonctionnement. « Un jour, nous sommes allés à l'hôpital baptiste », explique Mona. « Nous avons attendu de 6 heures à 22 heures et 16 heures dans une file d'attente. Mais ils nous ont refusés. Le laboratoire n'avait pas de matériel. Ils ne pouvaient même pas faire de prise de sang ».

Au fil des mois, l'état de Hajaj s'aggravait. De violentes éruptions cutanées sont apparues. Il a perdu 30 kg. « En janvier, il n'avait plus que la peau sur les os. Mes enfants avaient peur de le toucher, non pas parce qu'ils avaient peur [de lui], mais parce qu'ils voyaient bien qu'il souffrait. »

Enfin, au septième mois de son séjour au clin, ils ont appris qu'il avait la maladie cœliaque, une maladie déclenchée par le gluten. La solution aurait été simple : retirer le blé de son régime alimentaire. Mais à Gaza, il n'y avait pas d'alternative. « Tout ce que nous avons, c'était du blé, et même cela était rare », a déclaré Mona. « Nous ne savions même pas. Pendant des mois, il a mangé ce qui le tuait lentement, juste pour survivre ».

Deux mois plus tard, Hajaj est mort à l'âge de 41 ans non pas de la maladie cœliaque elle-même, mais de l'absence de tout ce que Gaza ne pouvait plus fournir : outils de diagnostic, traitement, sécurité alimentaire et dignité. Leurs enfants, âgés de 9, 11 et 13 ans, posent maintenant des questions auxquelles Mona ne sait pas répondre. « Ils ne cessent de demander quand Baba revient », a-t-

elle d'expliquer. « Le petit mâle a dit : « Nous pouvons partager notre pain avec lui maintenant. Peut-être qu'il ira mieux ». Comment expliquez-vous à un enfant que leur père est mort parce que nous ne pouvions même pas trouver du pain qui ne lui rendrait pas malade ? »

Avant la guerre, Hajaj était sur le point d'achever son doctorat. « Il ne lui restait que quelques mois », explique Mona. « Il avait des rêves. Il voulait enseigner. Il voulait construire quelque chose pour ce pays. Nous avons acheté une maison à Tel Al-Hawa un an avant la guerre. Nous avons appris en novembre dernier qu'elle a été détruite lors d'une frappe aérienne. Mais Haitham ne s'est pas plaint. Il a dit : « Nous reconstruirons à nouveau pour les enfants ». Elle s'arrête, peinante à reprendre son souffle. « Mais maintenant il est parti. Et je ne sais pas comment reconstruire sans lui. Comment puis-je vivre sans lui ? »

Leur fils de 13 ans, Hasan, essaie de prendre la place de son père. « Hasan veut être l'homme de la maison, pour aider son jeune frère et sa sœur », a déclaré Mona. Hier, il est rentré en larmes et en sanglotant il a dit : « J'aimerais mourir avec Baba. Je ne veux pas vivre comme ça. » Il était allé essayer de nous trouver de la nourriture, mais il n'a pas réussi. Ce n'est qu'un enfant. Il est terrifié à pied seul dans la rue avec les bombes qui tombent du ciel. Il a besoin de son père comme nous tous. Je ne sais pas comment faire pour qu'ils se sentent à nouveau en sécurité. »

## « Il ne s'agit pas seulement de médecine. Mais aussi de dignité ».

La guerre n'a pas pris la vie de Nabil Zafer, 64 ans (pour être totalement transparent, il s'agit de l'oncle de l'auteur) mais elle a pris sa vue, son indépendance et sa capacité à subvenir aux besoins de sa famille qui luttait déjà pour survivre.

Avant le début de la guerre, il recevait un traitement régulier pour un glaucome sévère. Deux fois par semaine, il se rendait à l'hôpital pour recevoir des injections oculaires afin de contrôler la pression et de préserver ce qui restait de sa vision. Il devait également se rendre en Égypte en février 2024 pour une intervention chirurgicale afin d'installer des valves de drainage dans ses yeux, une procédure relativement simple qui aurait pu sauver sa vue.

Mais à la fin 2023, alors qu'Israël intensifiait ses bombardements, l'accès aux injections oculaires à l'intérieur de Gaza est devenu presque impossible. Et sans système de référencement opérationnel, Zafer n'a pas pu aller se faire opérer comme plus de 10 000 Gazaoui.es dont les demandes d'évacuation médicale n'ont jamais été approuvées au cours de la première année de la guerre. « Les médecins nous ont dit : « S'il n'y a pas d'opération rapidement, il perdra la vue », et puis un jour c'était trop tard », a déclaré sa femme, Hanan, 47 ans.

« Au début, il a commencé à voir des ombres », poursuit la femme de 58 ans. « Puis les choses sont devenues complètement floues. Jour après jour, nous avons vu sa vision diminuer. En novembre dernier, il est devenu complètement aveugle ».

La perte de la vue a changé tous les aspects de la vie de Zafer et a profondément affecté sa famille. Il était le seul pourvoyeur d'un foyer déjà impacté par des difficultés : deux fils, Hani et Sarah, tous deux en situation de handicap ; une fille veuve ; et Hanan elle-même.

« Il avait l'habitude de tout faire », dit-elle. « Il réparait les choses autour de la maison, allait chercher de la nourriture et aidait les garçons. Maintenant, il ne peut même pas voir leurs visages ».

Les jours de Zafer sont maintenant remplis de silence et de peur. « Il me demande toujours : « Et si nous devions évacuer nouveau ? Qui m'aidera ? Qui me guidera ? » raconte Hanan. « Il me dit : « Laissez-moi derrière vous, ne laissez pas Hani et Sarah. Assurez-vous qu'ils soient toujours en sécurité. C'est tout ce que je veux. »

Parfois, il s'assied près de la fenêtre et lui demande de décrire la rue : les gens, le ciel, les arbres. « Il veut se rappeler à quoi ressemble le monde », dit-elle, la voix tremblante. « Mais plus que tout, il voudrait voir nos enfants.

Il ne cesse de demander: « Quand la frontière ouvrira-t-elle ? Peut-être que je peux encore y aller ? » continue Hanan. « Mais au fond, nous savons tous les deux qu'il n'y a rien à attendre de l'autre côté. Il ne s'agit pas seulement de la médecine. Mais aussi de dignité et on nous enlève chaque jour. »

## **« Tout ce que je souhaite, c'est quitter Gaza avant qu'il ne soit trop tard. »**

Depuis les six derniers mois, Ata Ahmed (un pseudonyme), âgé de 19 ans, est allongé sur le dos dans une tente, paralysé de la taille jusqu'aux pieds. Sa vie a changé en un instant le 12 septembre 2024, quand une frappe aérienne israélienne a frappé une maison voisine dans le quartier de Shuja'iyya, dans la ville de Gaza. L'explosion a rompu sa colonne vertébrale, le laissant avec des dommages permanents et une longue liste de complications. Il a depuis subi plusieurs interventions chirurgicales mais les médecins disent qu'ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient.

« Chaque jour, j'ai l'impression que mon état s'aggrave », explique Ata +972. « J'ai demandé à être soigné à l'étranger il y a des mois de cela ; je ne peux pas attendre plus longtemps. Tout ce que je souhaite, c'est quitter Gaza et recevoir un traitement approprié avant qu'il ne soit trop tard. Le cessez-le-feu m'a donné de l'espoir, mais maintenant j'ai l'impression que tout est fermé. »

Ata est qu'un patient parmi 35 000 Palestiniens de Gaza blessés et souffrant de maladies chroniques qui sont actuellement bloqués sur les listes d'évacuation sanitaire. Alors que les hôpitaux sont paralysés par les bombardements répétés, de graves pénuries et l'effondrement total des infrastructures médicales, des milliers de personnes se voient refuser l'accès aux soins vitaux. Selon le Ministère de la Santé de Gaza, au moins 40 % de celles et ceux qui ont demandé un traitement à l'étranger depuis le début de la guerre sont morts en attendant les victimes de frontières fermées, d'un parcours de soin interrompu et un système de santé qui ne fonctionne plus.

Au complexe médical de Nasser Khan Younis, l'une des dernières infrastructures partiellement exploitées dans le sud de Gaza, Umm Saeed Ghabaeen, âgée de 81 ans, assise bien au fond d'une chaise en plastique, discutant une nouvelle séance de dialyse. Elle lutte contre une insuffisance rénale depuis trois ans et est dépendante de dialyses régulières pour survivre.

---

Mais depuis le début de la guerre, sa situation s'est fortement détériorée. Les déplacements forcés, les graves pénuries de médicaments et même le manque d'eau propre ont mis sa vie en danger.

« Depuis que nous avons fui notre maison, tout a changé », explique-t-elle. Les séances sont plus courtes. Les machines sont moins nombreuses. Les soins sont plus faibles. Et je me sens chaque jour plus fatiguée. »

Seulement quelques unités de dialyse étant encore opérationnelles dans le sud, les hôpitaux ont été contraints de réduire le nombre de séances hebdomadaires et de raccourcir leur durée à un compromis dangereux, en particulier pour les patients. Les médecins prévoient que ces changements pourraient entraîner une vague de décès qui auraient pu être évités.

« Nous sommes poussés à bout », déclare Ghabaeen. « Certains jours, je me demande si je vais survivre jusqu'à la prochaine séance. »



Mahmoud Mushtaha est journaliste et militant des droits de l'homme de Gaza. Il poursuit actuellement une maîtrise en médias et communication mondiaux à l'université de Leicester, au Royaume-Uni. Récemment, il a publié son premier livre en espagnol, « Sobrevivir al genocidio en Gaza ».

Traduction: LG pour l'Agence Média Palestine

Source: [+972mag](#)

**date créée**  
2025/04/07